

همبستگی دانشجویان به‌ویژه استادان و دانشجویان گروه فلسفه دانشگاه پاریس 8 (سن دنی - ونسن) با خیزش دی‌ماه 96 در ایران

جمعی از دانشجویان، از جمله دانشجویان و فعالان چپ گروه فلسفه دانشگاه پاریس 8 (سن دنی - ونسن)، پشتیبانی خود را از خیزش مردمی دی‌ماه ایران اعلام کردند. در بیانیه آن‌ها به زبان فرانسه، ضمن درخواست آزادی فوری دستگیرشدگان تظاهرات، آمده است: " ما دعوت به همبستگی بین‌المللی با قیام مردم ایران می‌کنیم، قیامی که می‌تواند الهام‌بخش مبارزات مردمی در منطقه باشد، "

متن کامل به زبان فرانسه را در زیر می‌خوانید:

les manifestations de ces dernières semaines doivent être soutenues par la communauté internationale

Pendant plusieurs jours, des manifestations contre le gouvernement iranien et la situation économique ont eu lieu dans plus de 60 villes du pays, où toute démonstration politique dans la rue coûte très cher, puisqu'elle risque d'être réprimée par des coups de bâton, de couteau, des fusillades, et jusqu'à l'assassinat pur et simple. Selon les statistiques, au cours de la dernière décennie, 15% de la population iranienne s'est appauvrie. La néolibéralisation de l'économie avait commencé avec le gouvernement de Hachemi

Rafsandjani, après la guerre Iran-Irak. Cependant, le gouvernement actuel du «modéré» Hassan Rohani a accéléré le processus de telle manière qu'il est devenu presque impossible pour la plus grande partie de la classe populaire de gagner sa vie. Ce soulèvement semblera inattendu et incompréhensible à tous ceux qui, ces dernières années, ont négligé les protestations des syndicats d'ouvriers, d'enseignants et d'étudiants dont le niveau de vie ne finit plus de baisser. Les mobilisations ont aussi concerné la question des retraites et le problème des sociétés financières de crédit, qui ont quitté le pays avec l'argent qu'elles avaient blanchi. De plus, lors du tremblement de terre de novembre 2017 à Kermanshah, le manque d'attention de l'État face aux besoins des victimes a ajouté à l'indignation, en dépit d'une solidarité populaire remarquable

Le monde politique indifférent

Ainsi, depuis plus d'un an, les habitants des petites villes manifestent devant mairies et banques. Selon les chiffres officiels, au cours des 6 derniers mois, il y a eu plus de 900 rassemblements de travailleurs dans 50 villes différentes. Mais ces manifestations ont été dispersées et sont restées ignorées par les médias. Pourtant, elles expriment une colère et un désespoir généralisé qui est le contrecoup des attentes suscitées par les accords nucléaires. Comme on pouvait le prévoir, ils n'ont profité qu'aux privilégiés, qui se sont alliés à l'Etat après l'élection de Rohani en 2013. L'insurrection en cours, clairement distincte des rivalités politiques internes au régime, est donc restée ignorée jusque-là. D'un côté, les conservateurs insistent sur les causes économiques du mouvement pour mieux attaquer le président; de l'autre, les réformistes et les membres du gouvernement le présentent comme un «mouvement des médiocres» ambigu et sans racine, manipulé par les puissances étrangères. Les positions

politiques étrangères, telles que le soutien de Trump à ce soulèvement, ont renforcé cette illusion complotiste. Mais il est clair que cette insurrection n'a rien à voir avec les intérêts étrangers

Jusqu'à présent, le conflit politique principal a été réduit à une sorte d'antagonisme entre le guide suprême, leader du camp conservateur, et le président, représentant du réformisme gouvernemental. Aujourd'hui, le mouvement naît des revendications sociales qui conduisent à des protestations contre le système religieux et étatique, ce qui est très différent du mouvement de 2009. Depuis cette date, la poursuite des revendications par des moyens réformistes ou légaux n'a pas satisfait la plupart des Iraniens. Le souhait d'un renversement du régime est donc de plus en plus partagé

Femmes, minorités et étudiants en tête

La nouvelle génération en Iran appelle, pour des motifs de classe, politiques et laïques, à la transformation des conditions générales d'existence. Contrairement à 2009 (date des manifestations qui ont fait suite à l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, ndlr), il n'y a aucun slogan d'ordre religieux (comme «Allah Akbar»), tandis que des slogans tels que «Pain, travail, liberté» et «A bas le dictateur» sont plus souvent clamés. Nous voyons que ce mouvement profondément populaire est socialement, politiquement, et donc géographiquement, décentralisé et libéré des différentes fractions du pouvoir installé. Par leur composition de classe, leurs revenus et leurs actions, les personnes qui sont descendues dans la rue alimentent une .révolte des classes inférieures et opprimées

Les femmes, qui avaient activement participé aux précédentes mobilisations, jouent également un rôle important dans les révoltes en cours. Cette présence est pourtant restée invisible. Or, ces dernières années, la question du hijab

obligatoire et l'arrestation des femmes dans les rues en raison de leur manière de s'habiller ont donné lieu à de nombreuses protestations. Une vidéo diffusée, la veille du soulèvement, sur les réseaux sociaux, montre une jeune femme téhéranaise enlevant son foulard toute seule sur la place Enghelab (Révolution) afin de contester le voile obligatoire. Cette image a bouleversé les médias et les observateurs iraniens, ce qui a amené plusieurs «commentateurs à l'appeler «Statue de la liberté en Iran

Les minorités ont aussi été la cible d'une oppression, depuis la révolution de 1979. Dans la propagande et dans la pratique, le régime privilégie la triple identité homme-chiite-perse et réintroduit donc le clivage sunnite-arabe / chiite-perse. Il a ainsi instauré un certain nationalisme religieux qui lui permet de justifier ses interventions militaires dans la région, bien qu'elles soient de plus en plus critiquées par la population iranienne. En même temps, ce discours d'État crée un sentiment d'injustice qui renvoie les gens à un passé perdu; une nostalgie pour l'époque du Shah, perçu comme moins corrompu, mais qui en réalité représente un autre nationalisme

Enfin, les étudiants de gauche, et en particulier les membres des conseils étudiants qui avaient été très actifs l'année dernière, paient un lourd tribut: au moins 102 d'entre eux ont été arrêtés et, comme d'habitude, l'État essaiera de les forcer à s'accuser devant les caméras de télévision, pour pouvoir leur imposer des peines lourdes

Selon les seuls rapports officiels du gouvernement, plus de 20 personnes ont été tuées, des milliers ont été blessées et plus de 2000 étudiants, travailleurs, femmes et jeunes contestataires ont été arrêtés. Ces prisonniers font face à des tortures brutales qui sont monnaie courante dans les prisons de la République islamique. Ils ont besoin d'un soutien international. Leur libération immédiate et inconditionnelle doit être réclamée par toutes celles et

ceux qui luttent partout dans le monde contre toutes sortes d'oppressions et d'injustices. Ainsi, nous appelons à la solidarité internationale avec cette juste révolte de la population iranienne qui peut inspirer toutes les luttes populaires dans la région

Des étudiant.es iranien.nes de gauche en France; le département de Philosophie de l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis); Catherine Malabou (CRMEP, Kingston University); Avital Ronell (New York University); Geoffrey Bennington (CIPH, Emory University, Georgia); Safaa Fathy (Poète, Cinéaste, CIPH); Simon Critchley (New School for Social Research, New York); Martine McQuillan (Editor at Research Professional); Simon Morgan Wortham (Kingston University); Claire Colebrook (Pennsylvania State University); Benjamin Noys (University of Chichester); Luca Paltrinieri (Université de Rennes 1); Marie Cuillerai (Université Paris-Diderot, Paris 7); Saverio Ansaldi (Université de Reims); Laura Llevadot (Université de Barcelone); Sandro Chignola, (Université de Padova, Italie); Plinio Prado, Jacques Poulain, Antonia Soulez, Eric Alliez, Matthieu Renault, Nadia Yala Kisukidi, Patrick Vauday, Stéphane Douialler, Bertrand Ogilvie, Antonia Birnbaum, Diogo Sardinha, Orazio Irrera, Eric Lecerf, Guillaume Sibertin-Blanc Patrice Vermeren, Muhammedin Kullashi, Georges Navet, Pierre Cassou-Noguès et Frédéric Rambeau (Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis); Vittorio Morfino (l'université de Milan Bicocca); Jacob Rogozinski (Université de Strasbourg); Patrice Canivez (Université de Lille); Benjamin Joinau (EHESS, Paris); Sophie Wahnich (CNRS, Paris); Cristina Del Biaggio (Université de Grenoble Alpes); Sarah Mekdjian (Université Grenoble Alpes